

424.91

N° 10

JUIN 1974

LIBRARY

Sommaire:

U.E.D.C. : pour un parti démocrate-chrétien européen ...	1
Période de session du 11 au 14 juin	2
Réélection du bureau du groupe démocrate-chrétien du Parlement européen	4
Une tendance favorable à la C.D.U., par Edgar Jahn	5
Quelle position le gouvernement fédéral adoptera-t-il à l'égard de l'Europe ? par E. Blumenfeld	7
L'Europe en crise Y a-t-il une issue ? par H. Aigner	9

Dossier

L'inflation : maladie mortelle, par le Prof. H. Van Rompay	11
---------------------------------------------------------------------	----

L'U.E.D.C. : POUR UN PARTI DEMOCRATE-CHRETIEN EUROPEEN

Le Bureau politique de l'U.E.D.C. s'est réuni les 7 et 8 juin à Rome, sous la présidence de Kai-Uwe von Hassel, président de l'Union.

Le Bureau politique a décidé d'intensifier ses efforts en vue de la création d'un parti européen ayant la même inspiration spirituelle et la même orientation politique, cela pour contribuer plus efficacement à la construction d'une Europe unie et à la diffusion de la pensée politique démocrate-chrétienne. En tant que membres d'un mouvement politique dynamique et progressiste qui appartient au centre et qui s'inspire de valeurs spirituelles, les démocrates-chrétiens sont convaincus qu'ils ont un rôle important à jouer en cette période de crise grave pour l'Europe.

Aider la démocratie au Portugal

Le Bureau politique de l'U.E.D.C. a également examiné la situation internationale actuelle et a adopté la résolution suivante sur les événements récemment intervenus au Portugal.

"Le Bureau politique de l'U.E.D.C., qui s'est réuni, à Rome, sous la présidence du Monsieur Kai-Uwe von Hassel, président de l'Union, exprime sa plus vive satisfaction à l'égard de la transformation démocratique qui s'est opérée au Portugal et confirme son plein appui à la création d'un système démocratique libre dans le pays.

L'U.E.D.C. est prête à apporter toute son aide aux nouvelles forces démocratiques qui agissent en vue de garantir l'affirmation des principes de liberté, de démocratie et de justice sociale.

Les démocrates-chrétiens européens souhaitent que le Portugal s'engage à participer à l'action en faveur de l'unification de l'Europe. La Communauté européenne pourra contribuer effectivement à la solution des problèmes économiques et sociaux les plus urgents de ce pays et à sa pleine intégration dans la vie de l'Europe.

L'U.E.D.C. souhaite que le Portugal affronte les graves problèmes qui sont nés de son passé colonial en élaborant des solutions politiques en harmonie avec le droit à l'autodétermination des peuples et en mesure d'assurer aux populations intéressées un développement pacifique et démocratique."

PERIODE DE SESSION DU 11 AU 14 JUIN

M. Bersani : le bilan de la coopération est positif

"De destinataires du développement, les pays africains sont devenus nos partenaires dans le développement, telle est la signification qu'il faut donner à l'activité qui s'est accomplie cette année".

C'est sur ces mots que M. Giovanni Bersani a conclu l'exposé qu'il a fait pour présenter le rapport de M. Dewulf sur le bilan de la coopération au sein de l'Association CEE-EAMA. Après avoir fait allusion aux développements satisfaisants et aux éléments critiquables d'une année d'expérience, M. Bersani a mis en évidence les dangers d'un ralentissement des négociations, en évoquant la nécessité d'honorer ses engagements dans les délais prévus : "C'est avec une volonté politique renouvelée que nous devons nous engager dans cette voie. Une conclusion favorable et rapide des négociations serait d'une grande utilité pour les pays africains associés, mais aussi pour l'évolution morale et politique de notre Communauté".

Le groupe démocrate-chrétien pour les travailleurs migrants

Le groupe a réaffirmé sa ferme volonté de mener, au niveau communautaire et national, une action politique résolue destinée à promouvoir une pleine participation des travailleurs migrants à la vie administrative, sociale et politique des pays d'accueil, en leur assurant un statut qui définit et protège leurs droits au niveau européen.

M. Bersani, vice-président du Parlement européen, M. Bertrand, président de la commission des affaires sociales et du travail du Parlement européen et M. Pisoni, parlant au nom du groupe, se sont faits les interprètes de la pensée des parlementaires démocrates-chrétiens sur cette question.

"Notre engagement vise à modifier un modèle de développement de société qui, trop souvent, sacrifie l'homme au profit, et entretient d'énormes masses de manoeuvres pour les périodes de difficultés. Nous nous considérons comme engagés à garantir aux émigrants d'aujourd'hui les meilleures conditions possibles de vie" a dit M. Pisoni.

M. Bertrand, président de la commission des affaires sociales et du travail du P.E., a déclaré qu'il souhaitait que "l'on commençât par rechercher des solutions aux problèmes de la réunion des familles, de l'éducation des enfants, de la prise en charge des gens, de l'enseignement de la langue du pays où ils résident, du logement, des conditions de travail, de l'assistance médicale, etc."

Quant à M. Bersani, il a précisé que "lorsque l'on a 11 millions de travailleurs migrants, on ne peut certainement pas dire que le problème soit marginal", et a poursuivi en disant que "les droits politiques constituent un des problèmes pour lesquels la Communauté devra mesurer sa capacité de créer une condition vraiment humaine, égalitaire et de participation effective pour tous".

En ce qui concerne le statut du travailleur migrant, M. Pisoni a dit que le groupe démocrate-chrétien proposait une véritable citoyenneté européenne : "c'est le profil du citoyen européen et du citoyen du monde entier que nous voulons esquisser..." M. Bertrand a ajouté que le statut européen devra être une loi-cadre européenne définissant le contenu général du statut du travailleur migrant tout en laissant aux administrations nationales le soin de l'appliquer et d'en contrôler l'exécution.

MM. Klepsch, Deschamps, Pisoni : un appel à la jeunesse

Le Parlement européen a adopté le rapport sur l'organisation d'une politique en faveur de la jeunesse, conformément au point 16 du communiqué du sommet de La Haye. Par l'intermédiaire de M. Edgar Klepsch, le groupe démocrate-chrétien a apporté une contribution essentielle à une discussion constructive sur la communication de la Commission au Conseil. Il a encore réaffirmé, au cours de la séance plénière du 11 juin, sa volonté politique par la bouche de MM. Klepsch, Deschamps et Pisoni. Le groupe a, enfin, publié le communiqué suivant :

- Le groupe démocrate-chrétien se félicite de l'adoption par le Parlement européen, en sa séance du 11 juin 1974, du rapport concernant notamment la création d'un comité consultatif de la jeunesse.
- Il est convaincu qu'un grand pas a ainsi été accompli en vue d'associer plus étroitement la jeunesse à la construction européenne, conformément aux recommandations de la Conférence au Sommet de La Haye en 1969.
- Il rappelle que les améliorations apportées aux propositions initiales de la Commission ont été rendues possibles grâce à une étroite coopération entre le Groupe démocrate-chrétien et le Groupe conservateur européen, et compte tenu des avis formulés par les différentes organisations de jeunesse.
- En particulier, le Groupe démocrate-chrétien remercie l'Union Européenne des Jeunes démocrates-chrétiens, qui, en liaison avec le COCDYC, a contribué efficacement à la recherche des structures les plus adaptées pour permettre à tous les courants qui animent la jeunesse de faire connaître leurs avis aux institutions communautaires.
- Il insiste sur le fait que les structures proposées par le Parlement européen sont les plus aptes à permettre la mise en oeuvre rapide dans la Communauté d'une politique de la Jeunesse mieux coordonnée et plus ambitieuse, à laquelle les représentants de la Jeunesse pourront apporter librement leur nécessaire contribution.
- Il lance un appel à toutes les organisations de jeunesse de la Communauté pour qu'elles prennent conscience des responsabilités qui leur sont ainsi offertes, et pour qu'elles acceptent en contribuant au succès et à l'efficacité de ce Forum, de participer à la construction de l'Europe dans laquelle ils auront à vivre.

M. Van der Sanden : pour une politique de l'information

Au nom du groupe démocrate-chrétien, M. Van der Sanden a insisté sur le fait qu'il est plus urgent que jamais que la Communauté ait une politique de l'information. Le parlementaire démocrate-chrétien a notamment dit que, outre son caractère d'urgence, cette politique doit être conçue "dans deux sens", c'est-à-dire qu'elle doit à la fois informer l'opinion publique et les institutions communautaires européennes.

MM. Jahn et Van der Gun : pour une amélioration des conditions de vie et de travail

Les informations concernant la création de la fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail ne sont pas toutes réjouissantes. M. Jahn a fait part des inquiétudes que lui inspirent les limitations qui risquent d'être imposées aux activités de la fondation, du fait des actuelles propositions de la Commission exécutive. M. Jahn tout en se félicitant de la faculté reconnue au Parlement européen de présenter directement des propositions dans le cadre des compétences du Fonds, a invité la Commission européenne à tenir compte de ses propositions passées et des décisions du Parlement à ce sujet.

Au nom du groupe, M. Van der Gun a exprimé la même inquiétude, insistant sur la nécessité d'établir un équilibre entre les activités théoriques et scientifiques de la Fondation, d'une part, et ses activités plus pratiques et plus concrètes, d'autre part.

M. Artzinger : la relance économique appelle une réforme institutionnelle

Au nom du groupe, M. Artzinger a défendu la thèse du lien étroit entre la reprise économique et les réformes institutionnelles.

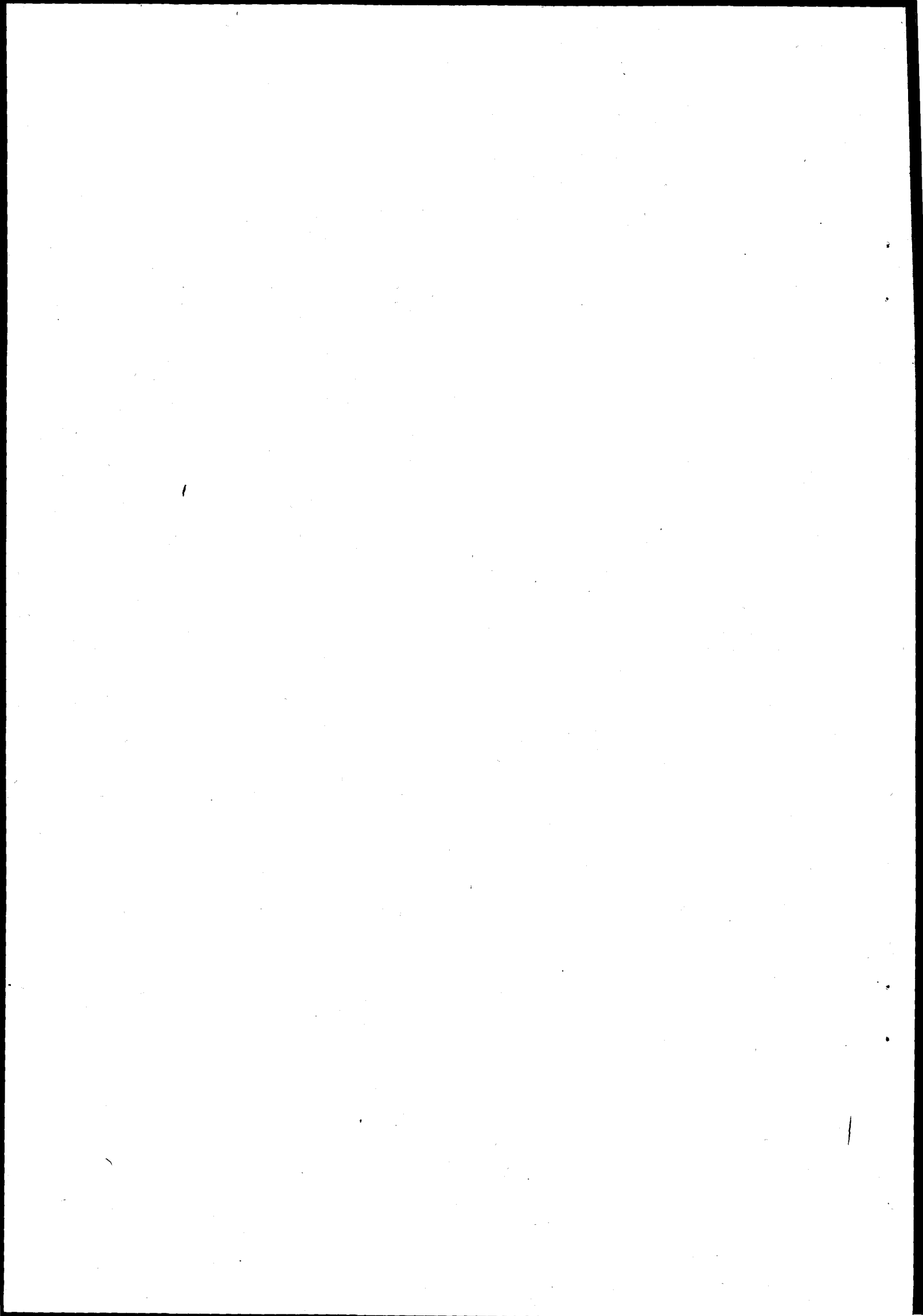
Si dans l'avenir, a déclaré M. Artzinger, la Commission européenne n'obtient pas de pouvoirs plus vastes que ceux qu'elle détient aujourd'hui, aucun équilibre, aucune harmonisation économiques ne pourront être réalisés. Dans la situation de démembrement que nous connaissons, il convient avant tout de renforcer le lien politique existant entre les pays membres. Ce lien ne peut être que la Commission européenne.

REELECTION DU BUREAU DU GROUPE DEMOCRATE-CHRETIEN
DU PARLEMENT EUROPEEN

Pendant la session plénière, le groupe démocrate-chrétien a également tenu le mercredi 13 juin, sa réunion constitutive, procédant, par acclamations, à la réélection de son Président, Hans-August Lückner.

Les vice-présidents, MM. Kollwelter, Mac Donald, Noe', Pêtre, Scholten et Springorum ont été réélus.

Font également partie du Bureau : MM. Bersani et Burgbacher (vice-présidents du Parlement européen), Poher et Scelba (ex-présidents du Parlement européen), Bertrand, Giraudo et Schuijt (présidents de commissions).



UNE TENDANCE FAVORABLE A LA C.D.U.

par Edgar JAHN

L'élection du Landrat et les élections communales en Basse-Saxe ont prouvé qu'une tendance favorable à la C.D.U. se manifeste dans toute la République Fédérale, et ce depuis plusieurs mois déjà. Pour la première fois dans l'histoire du Land, la C.D.U. s'est, à l'issue des élections du Landrat, affirmée comme le parti le plus fort. Avec 48,9 % des voix et 77 sièges, elle a manqué de peu avoir la majorité absolue. Le SPD n'a obtenu que 43 % des voix. En conséquence, il ne peut former un nouveau gouvernement qu'avec l'aide du FDP, et au prix d'importantes concessions.

L'aile gauche du SPD est confrontée avec une crise idéologique du parti et on peut se demander dans quelle mesure et pour combien de temps elle sera disposée à faire des concessions. La Basse-Saxe aura à sa tête une coalition SPD/FDP chancelante.

Dans la communication au public des résultats de ces élections, les fortes pertes enregistrées par le SPD et le FDP par rapport aux élections de 1972 ont été minimisées avec une certaine pudeur. La perte de voix enregistrée par le SPD se reflète dans les chiffres suivants :

- Election du BUNDESTAG 1972 SPD : 2.235.911
- Election du LANDRAT 1974 SPD : 1.824.466

Le FDP est passé de 393.282 à 298.896 voix tandis que la CDU obtient 2.070.709 de voix contre 1.988.720 aux élections précédentes. De nombreuses déclarations de membres du FDP montrent que peu à peu les dirigeants de ce parti en viennent à reconnaître qu'il n'est pas bon de modeler, avant les élections, les bases de la coalition de Bonn sur les élections régionales. En effet, la C.D.U. a gagné plus de 14 mandats directs, surtout dans les grandes villes.

Non moins important est le succès obtenu par la C.D.U. aux élections communales partielles en Basse-Saxe. La C.D.U. a amélioré sa position en passant de 35 à 48 % des voix. Par contre, le SPD est passé de 44 à 41,2 % tandis que le FDP progressait de 3 à 6,5 %. Dans neuf villes et dans neuf districts, le SPD a perdu la majorité absolue alors que la CDU améliorerait sensiblement sa position. Le nombre de voix que le SPD a perdues dans la grande ville de Brunswick est particulièrement significatif : de 54,4 % il est tombé à 46,1 %.

Après vingt ans de majorité absolue, le SPD a maintenant perdu cette position qui, dans ce Land, avait une grande importance. Dans le district de Hanovre aussi, il a rétrogradé de 54,8 % à 47,2 % des voix y perdant de ce fait également la majorité absolue. Pour la ville de Hanovre, il enregistre une perte de 8 % et ne garde la majorité absolue qu'avec 0,3 %.

Une analyse approfondie des résultats montre que la tendance favorable à la C.D.U. semble se poursuivre.

Les changements se manifestent surtout parmi la jeunesse qui, contrairement à ce qu'elle avait fait lors des élections du Bundestag, a donné, en Basse-Saxe - comme précédemment à Hambourg, en Rhénanie-Palatinat, en Hesse et à Sarrebruck - en grande partie de ses suffrages à la C.D.U. Les élections en Basse-Saxe, où la politique du gouvernement Fédéral a joué un rôle important, ont montré que le SPD et le FDP perdent de plus en plus leur base de crédibilité.

Il est évident que les électeurs considèrent toujours plus le C.D.U. comme la seule solution de rechange possible à la politique menée par le SPD et le FDP. Cette tendance continuera à se développer.

L'UEDC ET LE GROUPE DEMOCRATE-CHRETIEN DU PARLEMENT EUROPEEN
A L'OCCASION DE LA VISITE DE NIXON A L'OTAN

L'Union Européenne des Démocrates-Chrétiens et le groupe démocrate-chrétien du Parlement européen, à l'occasion de la rencontre du Président Nixon avec les membres du Conseil de l'OTAN, le 26 juin à Bruxelles :

- tiennent à souligner que la révision des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis doit se faire dans un esprit de franchise et de coopération et dans le cadre de consultations permanentes, et expriment l'espoir que le processus d'unification de l'Europe pourra bénéficier de l'appui positif des Etats-Unis.

Invitent les gouvernements des pays membres de la CEE à parler d'une seule voix face à l'allié américain, que ce soit dans le domaine des compétences de la Communauté, ou dans la perspective d'une prochaine union européenne.

Demandent que soient améliorés les procédures et le contenu d'une politique étrangère de la CEE, comportant la création d'un secrétariat politique au sein du Conseil de ministres et des responsabilités en matière de sécurité.

- Sont convaincus que les relations entre l'Europe et les Etats-Unis peuvent contribuer au progrès économique et monétaire, à la sécurité, à la liberté, et de façon concrète, à l'établissement d'une paix juste et durable pour le monde entier.

QUELLE ATTITUDE ADOPTERA LE GOUVERNEMENT ALLEMAND A L'EGARD DE L'EUROPE ?

Par M. Erich BLUMENFELD

Dans sa déclaration gouvernementale du 17 mai 1974, le chancelier allemand, M. Helmut Schmidt, disait: "la création d'une union politique européenne est plus urgente que jamais. Nous tenterons, en collaboration avec nos partenaires de la Communauté européenne, d'atteindre cet objectif".

A ce propos, il convient d'ajouter que le 8 avril dernier, M. Schmidt, dans une déclaration à la télévision, s'opposait à l'élaboration de "nouveaux projets" en matière de politique européenne. Cependant, la CDU/CSU estime que c'est précisément maintenant que de nouvelles impulsions et de nouvelles initiatives sont nécessaires pour faire progresser l'union politique et économique de l'Europe. Il nous faut constater, à notre grand regret, que le gouvernement Brandt-Scheel, dont MM. Helmut Schmidt et Hans Apel faisaient partie avec compétence, n'a en aucune façon exploité toutes les possibilités qu'offrait, depuis le 1er janvier 1974, la présidence du Conseil de ministres. Les initiatives et les actions concrètes annoncées d'abord par fanfaronnade, n'ont jamais été réalisées. C'est pourquoi, les députés SPD, MM. Erwin Lange et Ludwig Fellermaier ont, au cours de la session du Parlement européen du 14 mai dernier, à Luxembourg, reproché à leur ami politique, M. Apel, l'actuel ministre des finances, son inaction et son manque de volonté politique. Et l'ancien président de la Commission des Communautés européennes, le socialiste Sicco Mansholt, dans une interview du 26 février dernier, a critiqué de la même manière ses amis politiques allemands, en faisant remarquer que le gouvernement allemand n'a malheureusement rien entrepris en matière de politique européenne et que le SPD souffre de la "peur de l'Europe".

Le nouveau Président de la République Française, M. Giscard d'Estaing, s'est déclaré favorable à une nouvelle relance de l'Europe et à un renforcement de la Communauté européenne. Le gouvernement allemand ne devrait plus, comme par le passé, se montrer distant et rester inactif.

M. Helmut Schmidt déclarait ensuite : "il est très important pour nous, du point de vue politique, de maintenir en état de plein fonctionnement la Communauté européenne et les bases qu'elle a déjà jetées en matière d'actions communes et de coopération économique".

Il faut constater ici que M. Schmidt ne donne aucune précision en l'occurrence, quant aux considérations dont tient compte le gouvernement allemand pour rétablir et assurer la capacité d'agir de la Communauté, nécessité qui s'impose de toute urgence. Il semble que ces considérations ne lui effleurent même pas l'esprit, d'autant plus que dans une étude confidentielle "à l'attention des leaders de la SPD", M. Schmidt déclarait : "nous ne devons pas sacrifier la stabilité de notre économie, la prospérité des citoyens et leur confiance en l'avenir de l'économie à une communauté incapable d'agir,"

c'est-à-dire qu'il ne fait que constater l'état actuel, sans aucun doute peu satisfaisant, de la Communauté, sans songer à entreprendre des actions énergiques, afin d'améliorer cet état. La phrase empruntée à l'étude de Schmidt voudrait donc dire : nous devons parvenir à stabiliser notre économie au sein d'une Communauté capable d'agir.

La République Fédérale d'Allemagne en particulier, qui contribue le plus aux différents fonds communautaires, est appelée dans une large mesure à prendre désormais des initiatives en vue de l'unification politique de l'Europe et à soumettre à ses partenaires des propositions concrètes en la matière.

Schmidt déclarait encore : les objectifs du Sommet de La Haye en 1969 et de Paris en 1972 restent valables pour nous.

Il convient d'ajouter que le 14 février de cette année M.Schmidt a encore déclaré lors d'une interview : "les objectifs du Sommet de Paris de 1972 sont de trop grande envergure et sont donc irréalisables pour le moment".

Est-ce vrai ?

M.Schmidt dit enfin : nous devons examiner avec nos partenaires européens dans quelle mesure les objectifs que nous nous sommes assignés jusqu'à ce jour dans le cadre de l'union économique et monétaire peuvent être réalisés.

Notons que le 5 avril, l'ancien secrétaire d'état et l'actuel ministre des finances, M.Hans Apel, déclarait dans une interview: "ils nous est désormais impossible de réaliser l'union économique et monétaire d'ici 1980".

Pour la première fois, une décision du Conseil des ministres, ou des neufs gouvernements, est mise en doute, alors que les autres gouvernements, par exemple les gouvernements belge, néerlandais et français, demandent d'accélérer le processus d'intégration.

D'autre part, M.Schmidt attire très souvent l'attention sur la responsabilité de la CEE en matière politique de stabilité.

Il l'a souvent fait, dans le passé, sûrement pour détourner l'attention de ses erreurs et négligences. D'autre part, en tant que ministre allemand des finances, il ne s'est pas conformé aux recommandations concrètes formulées par la CEE en matière de politique de stabilité, par exemple lorsqu'il s'agissait de freiner l'accroissement des dépenses prévues au budget allemand.

M.Erich BLUMENFELD a été récemment élu, par un chiffre record de 281 voix, co-président de la CDU au Parlement Régional d'Hambourg.

L'EUROPE EN CRISE
par M. HEINRICH AIGNER

3 - Y A-T-IL UNE ISSUE ?

Y a-t-il une issue ?

Les peuples doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que les gouvernements socialistes, avec leurs idées utopiques et dangereuses, ne placent l'Europe dans l'orbite de Moscou. Les forces politiques, conservatrices, démocrates chrétiennes, nationales et libérales, là où elles existent encore, doivent s'aider mutuellement. Ces forces, dont la légitimité n'est assurée aujourd'hui qu'au niveau national, doivent se battre pour se voir légitimées au niveau européen.

Les partis traditionnels n'ont pas encore choisi l'Europe comme champ d'action, parce que, pour le moment, ils ne peuvent que conquérir le pouvoir dans les Etats membres et dans les parlements nationaux.

Les partis européens ne serviront à rien tant qu'ils ne pourront pas déléguer la formation et les fonctions du pouvoir. Il est nécessaire de procéder à des élections européennes même, si besoin est, sur la base d'une action menée au niveau national. Les parlements qui demeurent en arrière ne pourront plus remédier à leurs erreurs. Un parlement européen élu au suffrage universel direct pourra agir, légalement, pour instaurer de nouvelles institutions européennes et, si nécessaire, provoquer un conflit politique de grande envergure.

Pas même le congrès de Philadelphie n'a réclamé le droit de se donner une nouvelle constitution : les initiatives ne se distribuent pas, elles se prennent. S'il s'agit, en ce cas, de forces révolutionnaires, c'est une approbation de ce qu'elles font.

L'Europe n'est pas seulement la somme d'états nationaux. La colère que nous avons suscitée avec le problème européen doit être suffisante pour nous permettre d'accomplir au moins le premier pas vers une fédération d'Etats dans le cadre d'un état fédéral en développement.

Un tel processus politique requiert, dans la situation actuelle, l'appui de l'ONU, en matière de sécurité, et d'une Communauté Européenne de la défense.

C'est pourquoi la République Fédérale d'Allemagne doit offrir des moyens financiers appropriés, surtout à la France. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible d'éliminer progressivement la crainte qu'éprouvent les milieux politiques français à l'égard d'une hégémonie économique allemande.

Le processus d'unification européenne exige, en effet, des sacrifices financiers de la part du peuple allemand. Qui n'est pas disposé à les faire en temps voulu, est co-responsable de l'obligation qu'aura le peuple allemand de payer un prix qui annihilera notre existence matérielle libre.

Certes, l'Europe ne pourra être un Etat puissant ni un rival des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, mais elle doit être suffisamment forte pour pouvoir se défendre et survivre (avec l'aide constante des Etats-Unis).

La constitution de l'Europe en une fédération sera également un attrait tellement irrésistible pour le tiers monde, et peut-être pour les soviétiques eux-mêmes, que ces mêmes peuples pourront par la force obtenir de nouveaux systèmes d'ordre. L'Europe est et reste le seul espoir, non seulement pour résoudre les conflits sociaux et mondiaux mais surtout pour donner aux peuples la possibilité de s'engager dans la voie d'un développement libre et dynamique. En ce qui concerne la situation actuelle de la Grande-Bretagne et de son gouvernement socialiste, une seule attitude, semble pour le moment raisonnable : s'opposer énergiquement à leurs exigences et leur faire comprendre qu'il convient de sortir de la communauté. Une communauté à neuf sans une volonté de réaliser l'intégration est sans aucun doute pire qu'une communauté à six qui est au moins d'accord pour reconnaître la nécessité de constituer, en dépit de toutes les crises, plus qu'une union douanière. Puisqu'aucune alternative ne s'offre à la Grande-Bretagne, la situation actuelle aboutira rapidement à la mise en oeuvre d'une politique réaliste et à la constitution d'un gouvernement conservateur. L'esprit du traité franco-allemand doit être ranimé et les forces conservatrices doivent être renforcées par une aide fondamentale : beaucoup d'objectifs peuvent être atteints, mais ce ne sera que sur la base d'une volonté politique.

Même si l'on ne parvient pas, dans les délais prévus, à atteindre la seconde étape de l'union économique et monétaire, il faut faire tout ce qui est en notre pouvoir pour prendre, dans un esprit pleinement européen, des mesures dont l'effet psychologique est certain, à savoir la suppression du contrôle aux frontières pour le trafic touristique.

Les gouvernements et les Etats qui sont disposés à accélérer leur démarche européenne ne devraient pas hésiter à mettre en oeuvre tous les moyens financiers permettant de renforcer le processus d'intégration dans les relations personnelles, dont le programme de la jeunesse franco-allemande constitue le meilleur exemple.

La conception de l'Europe doit à nouveau se fonder sur l'intégration, qui est une voie difficile, malgré les milliers de résolutions dont nous disposons. La réalisation d'un recensement de la population européenne dans le but d'établir un état civil européen, l'introduction d'un service militaire européen obligatoire (qui remplace le service militaire national obligatoire), la création d'un sénat de régions européennes (semblable au sénat bavarois) ne sont que quelques exemples pouvant servir de base à la mise en oeuvre d'une volonté européenne.

Certes, l'Europe se fera, mais la seule question qui se pose est la suivante : sous le signe de la liberté ou sous celui de la faucille et du marteau ? C'est à nous d'en décider. C'est à la jeunesse européenne de décider. Il faut renforcer les forces qui désirent l'Europe et renoncer aux illusions. L'Europe est un objectif grandiose qui requiert l'engagement de toutes nos forces.

L'INFLATION : MALADIE MORTELLE

par le Prof. Hermann VAN ROMPAY

(1)

Les économistes connaissent mal le problème de l'inflation. Ils sont d'accord sur ses conséquences mais pas sur les causes ou le processus qui en est à l'origine ainsi que sur les agents économiques qui en sont responsables. Une inflation galopante finit, à long terme, par miner les bases mêmes de l'économie de marché, étant donné que le prix n'est plus le reflet de la carence effective de biens, mais la cause et la conséquence de prévisions et de spéculations. A la fin, tout ceci aura des répercussions catastrophiques sur les décisions en matière d'investissements, qui exigent un minimum de garantie quant à l'avenir, et sur le financement de ces investissements ainsi que sur l'épargne, et en particulier celle des ménages. La "croissance zéro" (C.E.Z.) qui, il y a quelques années et selon certains, aurait dû se réaliser parce qu'on la désirait, est crainte aujourd'hui de tous car elle semble se réaliser de force. La disparité des taux d'inflation dans les différents Etats membres se répercute sur la balance des paiements et, en conséquence, sur les changes. C'est ainsi que l'inflation a déjà détruit le système de Bretton Woods (1944) et rend difficile la construction de l'union économique et monétaire de la C.E.E. Au niveau des institutions, l'inflation peut mettre en danger la programmation économique et la démocratie elle-même.

Pour les économistes, l'accélération du rythme de la hausse des prix a débuté en 1968 avec l'accroissement du déficit de la balance des paiements des Etats-Unis, ce qui a entraîné l'exportation de l'inflation dans l'ensemble du monde occidental. Pour les sociologues tout a commencé, en France, avec le mois de mai 1968, qui a ouvert la voie aux revendications des syndicats et des travailleurs de l'ensemble du pays. La situation de "société bloquée" ne peut atténuer les frustrations de la population qu'en posant d'autres revendications salariales plus importantes et en occasionnant les frais plus importants à l'Etat.

En Europe, les dollars ne sont pas thésorisés, mais immédiatement dépensés ; il n'est cependant pas certain qu'une telle augmentation de la quantité de monnaies puisse provoquer - si l'on intervenait - une accélération de la vitesse de circulation : le solde final pourrait donc ne pas se traduire par des mouvements inflationnistes. Les déclarations des économistes et des sociologues peuvent donc se concilier.

Après les journées de mai 68, il subsiste non seulement un mécontentement général quant à la répartition des pouvoirs politiques, sociaux et économiques, mais également une protestation vive contre la répartition des revenus et du patrimoine. Chacun essaye d'améliorer sa position, ce qui entraîne une rivalité entre les hauts salaires et les salaires plus modestes et entre les salaires et les profits : la disparité des revenus se présente comme la cause et la conséquence de l'inflation ; les hausses de salaire sont

identiques dans tous les secteurs, mais l'augmentation de la productivité reste inégale provoquant ainsi de fortes augmentations de prix dans le secteur tertiaire et dans le domaine de la construction. Il est facile d'imputer aux prix la cause de l'augmentation des coûts, étant donné que, dans le secteur des services, l'élasticité de la demande est assez restreinte ; ce secteur se trouve, pour ainsi dire, dans une position de monopole. Une fois le processus inflationniste entamé, les achats qu'exigent les commandes des clients augmentent et permettent aux entreprises de fixer des prix totalement disproportionnés par rapport aux coûts.

Aux Etats-Unis et en Angleterre, une politique contrôlée des revenus et des prix, cherchant à réduire cette tendance, a échoué. La discipline, dont a fait preuve la population après la guerre et dans la période de reconstruction n'existe plus aujourd'hui. L'économie programmée se désagrège même dans les pays comme la Belgique, où elle était depuis longtemps pacifique.

La hausse des prix des matières premières, après 1971, a permis d'augmenter toujours davantage le taux d'inflation. Outre un "boom" conjoncturel très important et simultané dans tous les pays industrialisés, certaines positions de force du tiers monde n'ont pas été étrangères à cette situation. L'exemple le plus frappant a été, de toute évidence, le "cartel" des pays producteurs de pétrole. Ici aussi on réclame une nouvelle répartition du revenu et du pouvoir au niveau mondial. Une fois de plus, l'inflation est cause et effet de l'inégalité des revenus. Les pays les plus pauvres, qui ne peuvent utiliser les matières premières comme moyens de défense, payent le "prix" le plus élevé. Les difficultés des balances de paiements que connaissent les pays riches entraînent une diminution de l'aide accordée aux pays en voie de développement et interdisent l'accès au marché international des capitaux d'un tiers monde peu solvable. Même la politique anti-inflationniste draconienne menée par le Nord est défavorable aux pays pauvres parce qu'elle entraîne une diminution du volume et des prix des matières premières exportées.

Il faut un responsable à l'inflation : les entreprises multinationales sont contrôlées - et suspectées - dans les pays riches.

L'inflation est le symptôme d'une société qui veut s'engager dans d'autres directions sans que personne n'ait une idée précise de la voie à emprunter. La population n'est pas disposée à croire que le prix d'une politique anti-inflationniste serait moins élevé que le prix de l'inflation elle-même. Il ne sera possible de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande qu'après avoir supprimé les inégalités qui subsistent en matière de connaissances de pouvoirs et de revenus. La participation et la concertation et une répartition équitable des revenus et des patrimoines doivent constituer la base d'un autre modèle de développement. Dans la mesure où tous pourront connaître ce qui se passe dans les entreprises, dans les syndicats, dans les partis politiques et dans l'administration, dans la mesure où

chacun assumera une plus grande responsabilité à tous les niveaux, il sera possible de faire concorder ses propres revendications et celles plus générales de l'économie. Ce n'est qu'alors que la politique retrouvera son autorité et qu'il sera possible d'avoir un plus grand nombre de gouvernements stables.

Du reste, ce sont toujours les gouvernements qui - selon les sondages d'opinion - sont considérés par la population comme responsables de l'inflation. Une dernière "chance" s'offre aux démocraties. Il est heureux de constater que des gens honnêtes et capables sont poussés en avant par des élections, mais si celles-ci échouent, c'est l'aventure qui nous attend. Un point est certain : on ne peut vivre éternellement avec l'inflation.

(1) Le professeur Van Rompay est membre du conseil national du mouvement des jeunes de la démocratie-chrétienne belge (C.V.P.)

